

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 15 NOVEMBRE 1927.

Projet de loi

approuvant le Traité de Commerce et de Navigation conclu à Angora le 18 août 1927 entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la Turquie.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

La Convention commerciale de Lausanne, conclue le 24 juillet 1923 par la Turquie d'une part, l'Empire Britannique, la France, l'Italie, le Japon, la Grèce, la Roumanie et la Yougoslavie d'autre part, est basée, en ce qui concerne le régime des marchandises, sur le traitement réciproque de la nation la plus favorisée. Elle stipule en matière douanière la consolidation des droits du tarif spécifique turec du 1^{er} septembre 1916, droits affectés, en vue de tenir compte de la dépréciation de la piastre-papier, des coefficients de majoration 5 ou 12, suivant qu'il s'agit de marchandises nécessaires à la vie économique de la Turquie et non produites dans le pays, ou d'articles de luxe ou concurrençant la production nationale. Cette consolidation n'est pas absolue : les droits peuvent être ajustés, en cas de dépréciation ou d'appréciation de la piastre. La Convention réduit en outre de 12 à 9 le coefficient applicable à une douzaine de produits spécialement dénommés et dont certains intéressent notre exportation sur le marché turec.

La Belgique n'étant pas signataire de la Convention de Lausanne, n'était pas appelée à bénéficier des avantages stipulés par la dite Convention. Elle se trouvait placée, pour une série de ses principaux produits d'exportation vers ce pays, dans des conditions d'infériorité par rapport à ses concurrents étrangers.

Notre pays ayant repris au début de 1925 des relations diplomatiques normales avec la Turquie, le Gouvernement belge songea à entamer avec le Gouvernement d'Angora des négociations, en vue de la conclusion d'un traité de commerce qui étendrait à nos produits le bénéfice des dispositions de la Convention de Lausanne et ferait disparaître la discrimination que subissaient certains d'entre eux, à leur importation en Turquie. Cette Puissance avait, en effet, lors de la Conférence de Lausanne, déclaré être disposée à conclure avec la Belgique, le Portugal et la Tchécoslovaquie respectivement, des Conventions de commerce s'inspirant autant

que possible des mêmes principes que la Convention commerciale arrêtée par la Conférence.

Toutefois, un temps assez long devant nécessairement s'écouler avant que le traité projeté pût être signé et mis en vigueur, le Gouvernement belge proposa, dans le courant d'octobre 1925, la signature immédiate d'un accord commercial provisoire par lequel, en échange de la concession aux produits belgo-luxembourgeois du régime prévu par la Convention de Lausanne, les produits tures bénéficieraient dans l'Union, du traitement de la nation la plus favorisée. Un arrangement de l'espèce fût conclu par voie d'échange de lettres, le 30 janvier 1925, pour une durée de six mois. Entré en vigueur le 15 février suivant, il a été depuis lors régulièrement renouvelé de six en six mois. La prorogation la plus récente a eu lieu le 15 août dernier et portera ses effets jusqu'au 15 février 1928. Aux termes de la loi douanière turque, cette prorogation est la dernière que nous puissions obtenir.

En même temps, des négociations s'engageaient par l'intermédiaire de notre Ministre auprès du Gouvernement ture, en vue de la conclusion d'un traité définitif entre les deux pays. Ces négociations ont abouti à la signature à Angora le 28 août 1927, d'un traité de commerce et de navigation dont le texte se trouve ci-joint.

Ce traité est basé sur le régime général et réciproque de la nation la plus favorisée. Il contient les dispositions figurant habituellement dans nos conventions commerciales pour ce qui concerne le transit, les questions fiscales, la question des certificats d'origine, les transports par chemin de fer, le régime des voyageurs de commerce et des échantillons, la visite des foires et marchés, la navigation. Toutes les clauses relatives aux questions d'établissement ont été, à la demande du Gouvernement ture, disjointes du présent Traité pour être insérées dans un traité d'établissement et une convention consulaire dont la négociation se poursuit à l'heure actuelle entre les deux Gouvernements.

Pour le régime des marchandises, les deux Parties s'accordent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en matière de droits de douane, de régime des importations, des exportations et du transit, de redevances et de formalités douanières.

Ce traitement qui nous assure le bénéfice des dispositions de la Convention de Lausanne, répond d'une façon générale au vœu des exportateurs tant belges que luxembourgeois.

Nous avons en outre obtenu la consolidation des droits actuels, coefficients de majoration compris, du tarif ture pour les principaux produits de l'exportation belgo-luxembourgeoise, c'est-à-dire les produits suivants : tissus de coton écrus, teints ou imprimés; tissus de lin; tissus de laine; verre à vitres; glaces; fer et fer allié d'acier; rails et traverses en fer; essieux, ressorts, roues, etc., pour chemins de fer et bateaux; fusils de chasse et leurs parties; cartouches vides de chasse; barres, plaques et tuyaux en zinc.

De son côté, la Turquie obtient la consolidation des droits actuels du tarif de l'Union belgo-luxembourgeoise pour l'avoine; les amandes; les figues sèches; les noisettes; les raisins secs des qualités Sultanié et Razaki; les tabacs non écotés, les tapis de pied à points noués ou enroulés.

Le Traité est conclu pour deux ans. Il sera, au delà de ce terme, renouvelable par tacite reconduction, sans limitation de durée, et pourra être dénoncé en tout temps moyennant préavis de six mois. Toutefois, en ce qui concerne les consolidation de droits figurant aux listes A et B, chaque Partie aura le droit, moyen-

nant préavis de trois mois, de reprendre sa liberté pour une ou plusieurs positions des dites listes. Au cas où l'une des Parties aurait, dans ces conditions, relevé les droits pour certaines rubriques de la liste A ou de la liste B, l'autre Partie aura le droit de relever, dans la même proportion, les droits d'un même nombre de rubriques de l'autre liste.

Telle est l'économie générale du Traité de commerce et de navigation que le Gouvernement a l'honneur de soumettre à l'approbation du Parlement. L'on peut espérer que cette Convention, par les garanties d'égalité douanière avec leurs concurrents étrangers, qu'elle apporte à nos exportateurs, contribuera à développer encore le courant d'affaires de l'Union belgo-luxembourgeoise vers l'intéressant débouché que constitue pour bon nombre de ses produits le marché turc.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

E. VANDERVELDE.

TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION
entre l'Union Économique Belgo - Luxembourgeoise
et la Turquie.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, agissant tant en Son Nom qu'au Nom de SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE DUCHESSE DE LUXEMBOURG, en vertu d'accords existants, d'une part, et SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE, d'autre part, désireux de favoriser les échanges commerciaux et de développer les relations économiques entre l'Union Économique Belgo-Luxembourgeoise et la Turquie, ont résolu de conclure un traité de commerce et de navigation et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires,

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Le Baron Jean DE VILLENFAGNE DE SORINNES, Officier de l'Ordre de Léopold, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Son Excellence le Président de la République Turque ;

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

Ali DJÉNANY BEY, Député de Ghazi Aintab, ancien Ministre du Commerce et Ali CHEVKI BEY, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Affaires Étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE 1.

Les produits du sol et de l'industrie originaires de l'une des Parties Contractantes, importés sur le territoire de l'Autre, ne seront pas soumis à des droits, coefficients, taxes ou autres redevances quelconques autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront perçus des produits similaires d'un tiers pays quelconque

Les produits originaires des deux Parties indiqués respectivement dans les annexes A et B, tout en bénéficiant des stipulations du premier alinéa, ne seront pas soumis à des droits d'importation — y compris tous coefficients de majoration et surtaxes — plus élevés que ceux fixés dans les dites annexes.

ARTICLE 2.

Les produits du sol et de l'industrie de l'Un des Pays Contractants importés dans le territoire de l'Autre après avoir transité par les territoires d'un ou de plusieurs pays tiers, ne seront pas soumis, à leur importation, à des droits de douane ou à des redevances autres ou plus élevés que s'ils avaient été importés directement de leur pays d'origine.

Cette disposition s'applique aux marchandises en transit direct et en transit indirect, selon les législations respectives.

ARTICLE 3.

Les produits qui seront exportés du territoire de l'Une des Parties Contractantes à destination du territoire de l'Autre ne seront pas assujettis à des droits ou

charges autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourront être appliqués aux produits similaires à destination de la nation la plus favorisée.

Le traitement sur le pied d'égalité avec un pays tiers s'étend également à la manière de percevoir les droits d'importation et d'exportation, à la mise des marchandises dans les entrepôts de douane, aux redevances et formalités douanières, au traitement et à l'expédition en douane des marchandises importées, exportées ou passant en transit.

ARTICLE 4.

Tous les produits du sol et de l'industrie qui sont originaires de l'Une des deux Parties Contractantes, jouiront sur le territoire de l'Autre Partie, en ce qui concerne les taxes intérieures de quelque nature que ce soit, du même traitement que celui qui a été ou pourra être accordé pour les produits similaires du tiers pays le plus favorisé sous ces rapports.

ARTICLE 5.

Chacune des Parties Contractantes pourra exiger, pour établir le pays d'origine des marchandises importées, la présentation d'un certificat d'origine constatant que les dites marchandises sont des produits du sol et de l'industrie du dit pays, ou qu'elles doivent être considérées comme telles, étant donnée la transformation qu'elles y ont subie.

Les certificats d'origine établis d'un commun accord entre les deux Parties Contractantes, seront délivrés soit par les Départements du Commerce ou de l'Agriculture, soit par la Chambre de Commerce dont relève l'expéditeur, soit par tout autre organe ou groupement que le pays destinataire aura agréé. Le Gouvernement du pays destinataire aura le droit d'exiger le visa ou la légalisation des certificats d'origine, par son représentant diplomatique ou consulaire.

Dispense des certificats d'origine pourra être accordée par le pays destinataire pour les envois de minime importance.

ARTICLE 6.

Il y aura entre les territoires des Parties Contractantes liberté réciproque de commerce et de navigation. En conséquence, les Parties Contractantes s'engagent à n'entraver leurs relations commerciales réciproques par aucune prohibition et restriction d'importation, d'exportation, ni de transit.

Toutefois, les Parties Contractantes se réservent, étant entendu que ces mesures seront appliquées à tous les pays ou aux pays qui se trouvent dans des conditions identiques, le droit d'établir des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation :

1° pour réserver les ressources indispensables à la vie alimentaire et sauvegarder l'activité économique de la Nation ;

2° pour des raisons de sécurité publique et de l'État ;

3° pour des raisons de police sanitaire ou en vue d'assurer la protection des animaux et des plantes utiles contre les maladies, les insectes et parasites nuisibles, conformément aux principes internationaux adoptés à ce sujet ;

4° pour les marchandises faisant l'objet des monopoles d'État, et en vue d'application aux marchandises étrangères des prohibitions et restrictions qui sont ou seront établies par la législation intérieure en ce qui concerne la produc-

tion, la vente, le transport ou la consommation à l'intérieur des mêmes marchandises étrangères ;

5° pour empêcher l'exportation de la monnaie d'or ou du métal-or ;

6° pour empêcher l'usage de l'opium et autres toxiques.

ARTICLE 7.

Les deux Parties Contractantes se garantissent réciproquement, en tout ce qui concerne le transit sur leurs territoires, des personnes, bagages, marchandises de toute nature, envois, navires, véhicules et wagons de chemin de fer ou autres moyens de transport, le traitement de la nation la plus favorisée.

ARTICLE 8.

Relativement au transport par chemin de fer des personnes, bagages et marchandises, les deux Parties Contractantes se garantissent réciproquement, en ce qui concerne l'expédition, les prix de transport et les taxes publiques relatives au transport, le traitement qu'Elles accordent à leur nationaux.

Nonobstant les dispositions précédentes, chaque Partie Contractante reste libre d'accorder ou d'autoriser sur son territoire des tarifs réduits ou des facilités de transport, en faveur de certaines catégories de personnes ou de marchandises ; elle peut également concéder des prix spéciaux sur certains trajets pour développer le trafic entre diverses parties de son territoire ou avec des États voisins.

ARTICLE 9.

Les commis-voyageurs, ressortissants de l'Une des Parties Contractantes, jouiront sur le territoire de l'Autre Partie, en tout ce qui concerne leur activité et notamment au sujet des facilités douanières accordées pour les échantillons du même traitement que les commis-voyageurs de la nation la plus favorisée.

Les ressortissants de l'Une des Parties Contractantes se rendant aux foires et aux marchés à l'effet d'y exercer leur commerce, ne seront pas, sur le territoire de l'Autre, traités d'une manière moins favorable que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Les dispositions ci-dessus n'étant pas applicables aux industriels ambulants, non plus qu'au colportage, chacune des Parties Contractantes se réserve à cet égard l'entière liberté de sa législation.

ARTICLE 10.

Les navires et bateaux portant le pavillon de l'Une des Parties Contractantes qui entreront, sur lest ou chargés, dans les eaux et ports dépendant de l'Autre Partie, ou qui en sortiront, quel que soit le lieu de leur départ ou celui de leur destination, y jouiront sous tous les rapports du même traitement que les bâtiments nationaux et n'y seront assujettis à aucun droit ou taxe, sous quelque dénomination que ce soit, perçus au nom et au profit de l'Etat, des provinces, des communes ou d'un organisme quelconque autorisé par le Gouvernement, autres que ceux qui sont ou pourront être imposés aux bâtiments nationaux.

ARTICLE 11.

Les cargaisons, quelles qu'en soient la provenance et la destination ne seront pas assujetties à des droits ou charges autres, ni plus forts et ne seront pas traitées autrement que si elles étaient importées ou exportées sous pavillon national. Les passagers et leurs bagages seront traités de la même manière que s'ils voyageaient sous pavillon national.

ARTICLE 12.

Les dispositions des articles 10 et 11 ne seront pas applicables, en ce qui concerne le cabotage, qui est exclusivement réservé au pavillon national, la pêche, l'exercice du pilotage et l'emploi de pilote, l'exercice du remorquage et autres service du port, ainsi que la navigation dans les eaux intérieures.

L'assimilation des navires ainsi que de leurs cargaisons au pavillon national ne s'étend pas aux subventions et primes quelconques accordées ou qui pourraient être accordées à la marine marchande nationale.

ARTICLE 13.

La nationalité des bateaux et navires sera, de part et d'autre, admise d'après les documents et certificats délivrés à cet effet par les Autorités compétentes des États respectifs conformément aux lois et règlements de chaque pays.

Les certificats de jauge et autres documents relatifs à la jauge délivrés par l'Une des Parties contractantes seront reconnus par l'Autre Partie en attendant la conclusion d'un arrangement spécial entre les deux Parties.

Il en sera de même des documents ayant rapport à l'état de navigabilité des navires sur présentation desquels tout navire de l'Une des Parties Contractantes sera exempté dans les ports et eaux de l'Autre Partie de toute formalité autre que celle qui aurait pour but de vérifier l'authenticité de ces documents.

ARTICLE 14.

Les navires et bateaux battant pavillon de l'Une des Parties Contractantes qui entrent dans un port de l'Autre, à seule fin d'y compléter leurs cargaisons ou en débarquer une partie, pourront, en se conformant aux lois et règlements des États respectifs, conserver à bord la partie de leur cargaison qui serait destinée à un autre port ou à un autre pays et la réexporter sans être tenus de payer pour celle-ci aucun droit ou frais, sauf les droits de surveillance, lesquels, d'ailleurs, ne pourront être perçus qu'au taux le plus bas fixé pour la navigation nationale.

ARTICLE 15.

En cas de naufrage, échouement, avarie en mer, ou relâche forcée d'un bâtiment de l'Une des deux Parties Contractantes dans les eaux de l'Autre, le bâtiment et sa cargaison jouiront des mêmes faveurs et immunités que les lois et règlements des pays respectifs accordent dans les circonstances analogues aux bâtiments nationaux. Aide et assistance seront données, dans les mêmes mesures qu'aux nationaux, au capitaine, à l'équipage et aux passagers, tant pour eux-mêmes que pour le bâtiment et sa cargaison.

En ce qui concerne les taxes de sauvetage, il sera fait application de la législation du pays où le sauvetage a eu lieu.

Les marchandises sauvées d'un bâtiment échoué ou naufragé ne seront assujetties à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient introduites dans le pays pour la consommation intérieure.

ARTICLE 16.

Le traitement sur le pied d'égalité avec un tiers Etat ne sera pas applicable :

- 1°) Aux privilèges accordés ou qui pourraient être accordés ultérieurement par Une des Parties Contractantes dans le trafic frontalier avec les pays limitrophes dans une zone s'étendant des deux côtés de la frontière ne dépassant pas 15 kilomètres en général ;
- 2°) Aux faveurs spéciales résultant d'une Union douanière ;
- 3°) Aux avantages et faveurs spéciaux existant ou à établir dans l'avenir, en matière de tarifs douaniers et généralement en toute autre matière commerciale, entre la Turquie et les Pays détachés de l'Empire Ottoman en 1923.

ARTICLE 17.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Bruxelles aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur un mois après la date de l'échange des ratifications et aura la durée de deux ans. A partir de cette date, elle restera en vigueur, tant qu'elle n'aura pas été dénoncée par une des Parties Contractantes, cette dénonciation ne devant produire ses effets qu'après l'expiration d'un délai de six mois.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Angora, en double exemplaire, le 28 août 1927.

(s) J. DE VILLEFANGNE.

(s) Ali DJENANI BEY.

(s) Ali CHEVKI BEY.

Liste A.

N° du tarif	Désignation des marchandises.	Droits d'entrée.	Coefficients.
51.	Grains, même torréfiés :		
	a) Avoine	3	2
74.	Amandes :		
	b) Sèches	»	»
	1) en coques	35	2
	2) sans coques.	50	2
80.	Figues :		
	b) Sèches	9	2
85.	Noisettes :		
	a) en coques, revêtues ou non de leur involucre herbacé.	7	3
	b) sans coques.	14	3

98.	Raisins :		
	b) Secs,		
	qualité « Sultanié » et « Razaki ».	»	»
	1) en grappes.	25	4
	2) autres	25	4
277.	Tabacs non fabriqués :		
	a) non écotés	320	»
323.	Tapis de pied :		
	a) à points noués ou enroulés, de toute origine y compris les imi- tations, présentant par mètre cou- rant dans le sens de la chaîne :		
	1) 150 rangées de points et au dessous	3	8
	2) 151 à 200 rangées	5	8
	3) 201 à 250 »	7	8
	4) 251 à 300 »	10	8
	5) 301 à 350 »	15	8
	6) 351 à 400 »	20	8
	7) au-dessus de 400 rangées .	25	8

Liste B.

N° du tarif.	Désignation des marchandises.	Taux de base par 100 kilogs.	Coefficients.
270.	Tissus de coton :		
	a) Écrus :		
	1) Cabots cloths, waste cloths, grey twills, grey drills, shirtings, grey cambrics, grey longcloths et autres tissus semblables écrus y compris flanelettes	400	5
	d) teints ou imprimés :		
	5) Tissus non dénommés ailleurs, teints ou imprimés, brillantés, lissés, damassés ou façonnés, cre- tonnes, reps, tissus à raies, à fleurs, couvertures et tissus simi- laires, fabriqués de fils teints ou imprimés, y compris les flane- lettes imprimées	560	5
296.	Tissus de lin damassés ou imprimés de toute sorte, tels que nappes, essuie-mains, serviettes confec- tionnées, rubans et bordures tissées et mouchoirs non dé- coupés, couvertures de lit, cou- vertures de table	1,000	5
323.	Tissus et étoffes non dénommés ailleurs, foulés ou non foulés pour habillement d'homme ou de femme, pour ameublement ou		

pour autres usages, de laine ou mélangés d'autres matières textiles, autres que la soie :

a) Laine pure :

1) pesant moins de 200 grammes par mètre carré.	1,600	5
2) pesant de 200 à 600 grammes par mètre carré.	1,400	5
3) pesant plus de 600 grammes par mètre carré.	1,300	5

b) Chaîne de coton :

1) pesant moins de 200 grammes par mètre carré.	1,100	5
2) pesant de 200 à 600 grammes par mètre carré.	900	5
3) pesant plus de 600 grammes par mètre carré.	600	5
4) aba et chayak grossiers et les chayaks tissés de poils de chèvre ordinaire (purs ou mélangés de coton)	1,000	5

406. Verres à vitres et plaques ordinaires simples ou striées :

a) blancs et mi-blancs	35	5
b) colorés ou ondés	80	5
c) émaillés ou gravés, y compris les encadrés.	660	5

416. Glaces non argentées et verres pour devantures de boutiques (les émaillés et les gravés non compris

60 5

424. Fer et fer allié d'acier en barres, ronds cerceaux, plaques carrées, à angles ou ovales et en T. I. U. L. et Z.

9 5

430. Rails et traverses en fer pour chemins de fer et tramways

9 5

431. Essieux, ressorts, roues, bandes et centres de roues, cercles en fer, cylindres, volants et appareils grossiers en fer et en acier de chemins de fer, de bateaux et de ponts, non dénommés ailleurs

40 5

453. Fusils de chasse et leurs parties

1,800 5

454. Cartouches vides de chasse

390 5

475. Barres, plaques, tuyaux

60 5

Protocole de signature.

Au moment de procéder à la signature du présent Traité, les Parties Contractantes sont convenues des dispositions suivantes :

Ad. Art. 1.

Chaque Partie aura le droit de reprendre sa liberté pour une ou plusieurs rubriques des Listes A et B, moyennant préavis de trois mois. Au cas où il serait fait usage de cette faculté, le régime du ou des produits dont le droit a été dénoncé, serait celui résultant du traitement de la nation la plus favorisée, étant entendu que si l'Une des Parties Contractantes relevait, pour quelque raison que ce soit, les droits des rubriques pour lesquelles elle a recouvré sa liberté tarifaire, l'Autre Partie aurait le droit de relever dans la même proportion les droits d'un même nombre de rubriques.

Les coefficients figurant aux Listes A et B, et qui ont été fixés respectivement sur les bases de 175 frs. belges et 745 piastres pour une Livre Sterling, seront rajustés proportionnellement aux fluctuations du change, si le cours moyen de l'une ou l'autre de ces divises pendant le mois précédent présente une différence d'au moins 30 p. c. avec les bases précitées. Les coefficients ainsi rajustés resteront en vigueur pendant le trimestre suivant ; à l'expiration du trimestre, les coefficients seront, s'il y a lieu, rajustés d'après le taux moyen du change du dernier mois.

Toutefois en cas de revalorisation de la Livre turque le coefficient cinq ne devra être diminué qu'à partir du moment où la Livre Sterling vaudrait moins de cinq Livres turques papier.

Il est entendu que les dispositions des deux alinéas précédents ne porteront pas atteinte au principe du traitement de la nation la plus favorisée prévu par l'article premier de la présente Convention.

Ad. ARTICLE 4.

Il est entendu que la Turquie pourra continuer à percevoir des ressortissants belges et luxembourgeois, dans les mêmes conditions que de ses propres ressortissants, pour les produits énumérés au tableau annexé au présent Protocole, les droits de consommation indiqués au dit tableau.

Ad. Liste A.

Sous la dénomination de raisin « Sultanié », il faut comprendre raisin d'origine du Levant ou de l'Asie-Mineure, sec, de couleur brune, presque jaune, sans pépins.

Sous la dénomination de raisin « Razaki », il faut comprendre, raisin originaire de la région de Smyrne, ayant la forme allongée, la couleur jaunâtre, la peau résistante, un fruit très charnu avec des pépins.

Ce Protocole fait partie intégrante de la présente Convention et entrera en vigueur en même temps que celle-ci.

TAXES DE CONSOMMATION.

Thé	40	piastres par kilo.
Café	20	—
Pétrole	6	—
Riz	10	—
Margarine, oléomargarine et autres graisses animales	80	—
Bougies de stéarine.	30	—
Savon ordinaire	5	—
Sacs neufs et usagés	5	—
Epices	30	—
Allumettes	1/2	piastre la boîte de 60 allumettes.
— bougies	1	—
Papier à cigarettes	1	piastre par 50 feuilles.
Briquets	25	piastres par briquet.
Sucre.	15	piastres par kilo.
Biscuits, chocolat, lait con- densé, confiserie et glucose, boissons non alcooliques, gazeu- ses et limonades, tous autres pro- duits sucrés	} soumis à la taxe de consommation d'après le pourcentage de sucre contenu.	
Tombac	40	piastres par kilo.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 15 NOVEMBER 1927.

Wetsontwerp

tot goedkeuring van het Handels- en Scheepvaartverdrag
gesloten te Angora op 28 Augustus 1927 tusschen het
Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond en Turkije.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIXE HEEREN.

De Handelsovereenkomst van Lausanne gesloten op 24 Juli 1923 door Turkije eenerzijds, het Britsche Rijk, Frankrijk, Italië, Japan, Griekenland, Roemenië en Joegoslavië anderzijds, is, wat het regime der koopwaren betreft, op de wederzijdse behandeling der meest begunstigde natie gegrondvest. Zij voorziet in douane-aangelegenheden de consolidatie der rechten van het Turksch specifiek tarief van 1 September 1916, op welke rechten, ten einde rekening te houden met de waardevermindering van den piaster-papier, de verhoogingscoëfficiënten 5 of 12 toepasselijk zijn, naar gelang het gaat om goederen welke noodzakelijk zijn voor het economisch leven van Turkije en die in dit land niet worden voortgebracht, of om luxe-artikelen of artikelen die de nationale voortbrengst concurrentie aandoen. Deze consolidatie is niet onaantastbaar : de rechten mogen worden aangepast in geval van waardevermindering of vermeerdering van den piaster. De overeenkomst verlaagt bovendien van 12 op 9 het coëfficiënt dat toepasselijk is op een twaalfstal afzonderlijk vermelde producten, waarvan enkele van belang zijn voor onzen uitvoer op de Turksche markt.

Daar België niet behoort tot de onderteekenaars van de Overeenkomst van Lausanne, kan het ook de door gezegde Overeenkomst vastgestelde voordeelen niet genieten. Voor een reeks zijner voornaamste uitvoerproducten naar dit land, bevond het zich daardoor in een ongunstigen toestand ten opzichte van zijn vreemde concurrenten.

Daar ons land in het begin van 1925 de normale diplomatieke betrekkingen met Turkije hernomen had, was de Belgische Regeering er op bedacht met de Regeering te Angora onderhandelingen aan te knopen met het oog op het sluiten van een handelsverdrag dat het voordeel der beschikkingen van de Overeenkomst van Lausanne tot onze voortbrengselen zou uitbreiden en de discriminatie, die sommige dezer producten bij hunnen invoer in Turkije ondergaan, zou doen verdwijnen. Deze Mogendheid had immers, ten tijde der Confe-

rentie van Lausanne, verklaard dat zij bereid was respectievelijk met België, Portugal en TsjechoSlowakije handelsverdragen te sluiten, die zooveel mogelijk zouden geleid worden door de beginselen der door deze Conferentie vastgestelde handelsovereenkomst.

Aangezien echter noodzakelijkerwijs een tamelijk lange tijd zou verlopen vooraleer het ontworpen verdrag onderteekend en in werking gesteld kon worden, stelde de Belgische Regeering in den loop van October 1925 de onmiddellijke onderteekening voor van een voorloopige handelsovereenkomst waardoor, in ruil voor de toekenning aan de Belgisch-Luxemburgsche producten van het door de Overeenkomst van Lausanne voorziene regime, de Turksche producten in het Verbond de behandeling der meestbegunstigde natie zouden genieten. Een dergelijke schikking werd op 30 Januari 1926 door een wisseling van brieven voor een tijd van zes maanden gesloten. Van kracht geworden den 15^e Februari daaropvolgend werd zij sedertdien regelmatig van zes tot zes maanden vernieuwd. De jongste verlenging geschiedde op 15 Augustus II. en heeft haar uitwerking tot 15 Februari 1928. Volgens de Turksche douanewet is deze verlenging de laatste die wij zouden kunnen verkrijgen.

Terzelfder tijd werden, door bemiddeling van onzen Minister bij de Turksche Regeering, onderhandelingen aangeknoopt met het oog op het sluiten van een definitief verdrag tusschen beide landen. Deze onderhandelingen hebben geleid tot de onderteekening op 28 Augustus 1927 te Angora van een handels- en scheepvaartverdrag waarvan de tekst hierbij gaat.

Dit verdrag is gegrond op het algemeen en wederzijdsch regime van meestbegunstiging. Het bevat de beschikkingen die gewoonlijk in onze handelsovereenkomsten voorkomen wat betreft den doorvoer, de fiscale kwesties, de kwestie der getuigschriften van oorsprong, het vervoer per spoorweg, het regime der handelsreizigers en der monsters, het bezoek van jaarbeurzen en markten, de scheepvaart. Al de bepalingen betreffende de kwesties van vestiging werden, op verzoek van de Turksche Regeering, van dit Verdrag afgescheiden om opgenomen te worden in een vestigingsverdrag en een consulaire overeenkomst, waarover thans tusschen beide Regeeringen onderhandeld wordt.

Wat het regime der koopwaren betreft, verleen en beide Partijen elkander wederkeerig de behandeling der meestbegunstigde Natie wat betreft de douanerechten, het regime van den in-, uit- en doorvoer, de cijzen en de douaneformaliteiten.

Deze behandeling, die ons het voordeel van de beschikkingen der Overeenkomst van Lausanne verzekert, beantwoordt in het algemeen aan de wenschen zoowel van de Belgische als van de Luxemburgsche uitvoerders.

Wij hebben bovendien de consolidatie verkregen van de huidige rechten, met inbegrip der verhoogingscoëfficiënten, van het Turksche tarief voor de voornaamste producten van den Belgisch-Luxemburgschen uitvoer, dat is te zeggen de volgende producten : ongebleekte, geverfde of bedrukte katoenweefsels ; linnen weefsels ; wollen weefsels ; vensterglas ; spiegelglas ; ijzer en met staal samengesmolten ijzer ; spoorstaven en ijzeren dwarsliggers ; assen, veeren, wielen, enz. voor spoorwegen en booten ; jachtgeweren en hunne onderdeelen ; ledige jachtkardoezen ; staven, platen en buizen in zink.

Van zijnen kant verkrijgt Turkije de consolidatie der huidige rechten van het tarief van het Belgisch-Luxemburgsch Verbond voor haver, amandelen, gedroogde vijgen, hazelnoten, gedroogde druiven der kwaliteiten Sultanié en

Razaki, niet gestripte tabak, voettapijten met geknoopte of gewikkelde steken.

Het verdrag is gesloten voor twee jaar. Na dezen tijd zal het stilzwijgend hernieuwbaar zijn, zonder beperking van duur en zal het te allen tijde opgezegd kunnen worden mits zes maanden op voorhand te verwittigen. Echter, wat de consolidatie betreft van de rechten voorkomend op de lijsten A en B zal elke Partij het recht hebben, mits drie maanden op voorhand te verwittigen, hare vrijheid te hernemen voor een of meer posten van gezegde lijsten. Ingeval eene der Partijen in deze voorwaarden de rechten voor zekere rubrieken van de lijst A, of van de lijst B, zou verhoogd hebben, zal de andere Partij het recht hebben in dezelfde verhouding de rechten van een zelfde aantal rubrieken van de andere lijst te verhoogen.

Dit is de algemeene economie van het Handels- en Scheepvaartverdrag dat de Regeering de eer heeft aan de goedkeuring van het Parlement te onderwerpen. Men mag verwachten dat deze Overeenkomst door de waarborgen van gelijkheid op tolgebied met de vreemde concurrenten, welke zij aan onze uitvoerders verschaft, zal bijdragen tot de ontwikkeling van den stroom van zaken van het Belgisch-Luxemburgsch Verbond naar het belangwekkende afzetgebied dat de Turksche markt voor een goed aantal zijner producten uitmaakt.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

E. VANDERVELDE.

HANDELS- EN SCHEEPVAARTVERDRAG
tusschen het Belgisch-Luxemburgsch Economisch verbond
en Turkije.

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN, handelend zoowel in Zijnen Naam als in Naam HARER KONINKLIJKE HOOGHEID DE GROOTHERTOGIN VAN LUXEMBURG, krachtens bestaande overeenkomsten, aan de eene zijde, en ZIJNE EXCELLENTIE DE PRESIDENT DER TURKSCHIE REPUBLIEK, aan de andere zijde, wenschend het handelsverkeer te bevorderen en de economische betrekkingen tusschen het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond en Turkije uit te breiden, hebben besloten een Handels- en Scheepvaartverdrag te sluiten en hebben tot hunne Gevolmachtigden benoemd,

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

BARON JAN DE VILLENFAGNE DE SORINNES, Officier der Leopoldsorde, Zijn Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij Zijne Excellentie den President der Turksche Republiek ;

ZIJNE EXCELLENTIE DE PRESIDENT DER TURKSCHIE REPUBLIEK :

Ali DJÉNANY BEY, Afgevaardigde van Ghazi Aintab, gewezen Minister van Handel, en Ali CHEVKI BEY, Ondersecretaris van Staat bij het Ministerie van Buitenlandsche Zaken.

Welke, na hunne in goeden en behoorlijken vorm bevonden respectieve volmachten aan elkander medegedeeld te hebben, overeengekomen zijn aangaande de volgende artikelen :

ARTIKEL 1.

De producten van den grond en van de nijverheid herkomstig uit eene der Verdragsluitende Partijen, ingevoerd op het grondgebied der andere, zullen niet aan andere of hoogere rechten, coëfficiënten, taxen of andere om het even welke eijnzen onderworpen worden dan deze welke voor soortgelijke producten van een derde land geïnd worden of zullen worden.

De uit beide Partijen herkomstige producten respectievelijk aangeduid in bijlagen A en B, genieten niet enkel het voordeel der bepalingen van de eerste alinea, maar zullen ook niet onderworpen worden aan hoogere invoerrechten, met inbegrip van alle verhoogingscoëfficiënten en surtaxen, dan deze welke in gezegde bijlagen vastgesteld zijn.

ARTIKEL 2.

De producten van den grond en van de nijverheid van een der Verdragsluitende Landen, ingevoerd op het grondgebied van het andere, na in transitio vervoerd te zijn geweest over de grondgebieden van een of meer derde landen, zullen bij hun invoer niet onderworpen worden aan andere of hoogere douanerechten of eijnzen dan indien zij rechtstreeks van hun land van oorsprong ingevoerd waren.

Deze beschikking is van toepassing op de koopwaren in rechtstreeksch of in onrechtstreeksch transito, volgens de repeetieve wetgevingen.

ARTIKEL 3.

De producten die zullen uitgevoerd worden uit eene der Verdragsluitende Partijen met bestemming naar het grondgebied der andere, zullen niet onderworpen worden aan andere of hoogere lasten dan deze welke op de soortgelijke producten met bestemming naar de meestbegunstigde natie toegepast worden.

De behandeling op gelijken voet met een derde land strekt zich eveneens uit tot de wijze van inning der in- en uitvoerrechten, tot het opslaan der koopwaren in douane-entrepôts tot de eijzen en douaneformaliteiten, tot de behandeling en de verzending in douane der ingevoerde, uitgevoerde of in transito doorgaande koopwaren.

ARTIKEL 4.

Al de voortbrengselen van den grond en van de nijverheid herkomstig uit het grondgebied van een der Verdragsluitende Partijen zullen op het grondgebied der andere Partij, wat betreft de binnenlandsche taxen van welken aard het ook zij, dezelfde behandeling genieten als degene die voor de gelijkaardige voortbrengselen van het onder dit opzicht meestbegunstigde derde land toegestaan werd of worden zal.

ARTIKEL 5.

Elk der Verdragsluitende Staten zal, om het land van herkomst der ingevoerde koopwaren vast te stellen, de overlegging kunnen eischen van getuigschriften van oorsprong welke vaststellen dat de gezegde koopwaren voortbrengselen zijn van den grond of van de nijverheid van gezegd land of dat zij als zoodanig beschouwd moeten worden met het oog op de verandering die zij er ondergaan hebben.

De in gemeen overleg tusschen beide Verdragsluitende Partijen opgemaakte getuigschriften van oorsprong zullen hetzij door de Departementen van Handel of van Landbouw, hetzij door de Kamer van Koophandel waarvan de verzender afhangt, hetzij door elk ander orgaan of elke andere groepeerings door het land van bestemming aanvaard, afgeleverd worden. De Regeering van het land van bestemming zal het recht hebben te eischen dat de getuigschriften van oorsprong door zijnen diplomatieken of consulairen vertegenwoordiger geïseerd of echt verklaard zouden zijn.

Vrijstelling van de getuigschriften van oorsprong zal door het land van bestemming kunnen toegestaan worden voor zendingen van gering belang.

ARTIKEL 6.

Tusschen de grondgebieden der verdragsluitende Partijen zal er wederkeerig vrijheid van handel en scheepvaart zijn. Dienvolgens verbinden de Verdragsluitende Partijen er zich toe hunne wederkeerige handelsbetrekkingen niet te belemmeren door eenig verbod of beperking, van invoer, uitvoer of doorvoer.

Echter behouden de Verdragsluitende Partijen zich het recht voor, met dien verstande dat deze maatregelen op al de landen of op de landen die zich in gelijk-

aardige voorwaarden bevinden, toegepast zullen worden, verboden en beperkingen bij den invoer en bij den uitvoer in te stellen :

1^o om de voor de voeding onmisbare hulpmiddelen te bewaren en de economische werkzaamheid der natie te beschermen ;

2^o om redenen van openbare veiligheid en veiligheid van den Staat;

3^o om redenen van gezondheidspolitie of ten einde de bescherming te verzekeren der nuttige dieren en planten tegen de ziekten, de insecten en de schadelijke parasieten, overeenkomstig de te dien opzichte aangenomen internationale beginselen ;

4^o voor koopwaren die het voorwerp van Staats-monopolies uitmaken, en ten einde op de vreemde koopwaren de verboden en beperkingen toe te passen die door de binnenlandsche wetgeving vastgesteld zijn of zullen worden wat de voortbrengst, den verkoop, het vervoer of het verbruik in het binnenland van dezelfde vreemde koopwaren betreft ;

5^o om den uitvoer van de gouden munt of van het goudmetaal te verhinderen ;

6^o om het gebruik van opium of andere vergiften te verhinderen.

ARTIKEL 7.

Beide Verdragsluitende Partijen waarborgen elkander wederzijds de behandeling der meestbegunstigde natie voor al wat betreft den doorvoer over hunne grondgebieden van personen, reisgoed, koopwaren van allen aard, zendingen, schepen, voertuigen en spoorwegwagons of andere vervoermiddelen.

ARTIKEL 8.

Aangaande het vervoer per spoor van personen, reisgoed en koopwaren, waarborgen beide Verdragsluitende Partijen, wat de verzending, de vervoerprijzen en de met het vervoer verbonden openbare taxen betreft, wederzijds aan elkaar de behandeling die zij aan hunne landgenooten toekennen.

Niettegenstaande de voorafgaande bepalingen, blijft iedere Verdragsluitende Partij vrij op haar grondgebied verminderde tarieven of faciliteiten van vervoer toe te staan ten voordeele van zekere klassen van personen of goederen ; zij kan eveneens bijzondere prijzen toestaan tusschen zekere bepaalde punten om het verkeer tusschen verscheidene gedeelten van haar grondgebied of met naburige Staten te bevorderen.

ARTIKEL 9.

De handelsreizigers, onderhoorigen van eene der Verdragsluitende Partijen, genieten op het grondgebied der andere Partij, voor al wat hunne werkzaamheid betreft en inzonderheid aangaande de douane-faciliteiten die toegestaan worden voor hunne monsters, dezelfde behandeling als de handelsreizigers der meestbegunstigde natie.

De onderhoorigen van eene der Verdragsluitende Partijen die zich naar de fooren of markten begeven om aldaar hunnen handel te drijven zullen op het grondgebied der andere Partij niet minder gunstig behandeld worden dan de onderhoorigen der meestbegunstigde natie.

Daar bovenstaande beschikkingen niet toepasselijk zijn op reizende nijveraars, noch op het rondventen, behoudt ieder der Verdragsluitende Partijen zich te dien opzichte de volle vrijheid harer wetgeving voor.

ARTIKEL 10.

De schepen en booten, die de vlag van eene der Verdragsluitende Partijen voeren, en die op ballast of geladen de wateren of havens van de andere Partij zullen binnenvaren of die er uit zullen varen, welke ook de plaats van hun vertrek of van hunne aankomst zij, zullen er onder elk opzicht dezelfde behandeling genieten als de vaartuigen van het land zelf, en er niet onderworpen worden aan eenig recht of taxe, onder welke benaming ook, in naam en ten voordeele van den Staat, de provinciën, gemeenten of van een door de Regeering gemachtigd organisme geheven, welke van anderen aard zouden zijn dan die welke thans de vaartuigen van het land zelf belasten of in het vervolg zullen kunnen belasten.

ARTIKEL 11.

De ladingen, welke ook hun herkomst en hunne bestemming zijn, zullen niet onderworpen worden aan andere of hogere rechten of lasten en zullen niet anders behandeld worden, dan indien zij onder de vlag van het land zouden in- of uitgevoerd worden. De passagiers en hun reisgoed zullen op dezelfde wijze behandeld worden alsof zij onder de vlag van het land zelf reisden.

ARTIKEL 12.

De beschikkingen van artikels 10 en 11 zullen niet toepasselijk zijn op de kustvaart, die uitsluitend aan de vlag van het land zelf voorbehouden blijft, de vischvangst, het uitoefenen van den loodsdiens en het beroep van loods, het uitoefenen van den sleepdienst en andere havendiensten, noch op de scheepvaart op de binnenwateren.

De gelijkstelling der schepen en der ladingen met de vlag van het land zelf strekt zich niet uit tot de toelagen en premiën van allen aard die aan de nationale koopvaardij verleend worden of kunnen worden.

ARTIKEL 13.

De nationaliteit der booten en schepen zal van weerszijden aangenomen worden volgens de documenten en getuigschriften te dien einde afgeleverd door de bevoegde overheden der respectieve Staten, overeenkomstig de wetten en reglementen van elk land.

De meetbrieven en andere documenten betreffende de tonnenmaat, afgeleverd door eene der Verdragsluitende Partijen, zullen door de andere Partij erkend worden in afwachting van het sluiten eener bijzondere schikking tusschen beide Partijen.

Hetzelfde zal gelden voor de documenten betrekking hebbend op den staat van zeewaardigheid der schepen, op vertoon waarvan elk schip van eene der Verdragsluitende Partijen in de havens en wateren der andere Partij vrijgesteld zal zijn van elke andere formaliteit dan deze die voor doel hebben zou de echtheid dezer documenten te onderzoeken.

ARTIKEL 14.

De schepen en booten die de vlag van eene der Verdragsluitende Partijen voeren, en die in de haven van de andere binnenvaren alleen om er hunne

ladingen aan te vullen of er een gedeelte van te lossen, kunnen, mits zich te gedragen naar de wetten en reglementen der respectieve staten, het gedeelte hunner lading dat voor eene andere haven of een ander land bestemd zou zijn aan boord bewaren en terug uitvoeren, zonder er toe gehouden te zijn voor dit gedeelte een recht of onkosten te betalen, buiten de rechten van toezicht die óverigens slechts kunnen geïnd worden tot het laagste bedrag vastgesteld voor de nationale scheepvaart.

ARTIKEL 15.

In geval van schipbreuk, stranding, averij op zee of gedwongen onderbreking der reis van een vaartuig van eene van beide Verdragsluitende Partijen in de wateren der andere, zullen aan het vaartuig en zijne lading dezelfde voordeelen en vrijstellingen verleend worden als deze welke in dergelijke gevallen aan de nationale vaartuigen door de wetten en reglementen der respectieve landen toegekend worden. Hulp en bijstand zullen, in dezelfde mate als aan de landgenooten, verleend worden aan den kapitein, aan de bemanning en aan de passagiers, zoowel voor hen zelve als voor het vaartuig en zijne lading.

Wat de reddingsrechten betreft, zullen de wetten van het land waar de redding geschied is, toegepast worden.

De geredde koopwaren van een vaartuig dat gestrand is of schipbreuk geleden heeft, zullen aan geen enkel douandrecht onderworpen worden, tenware ze voor binnenlandsch verbruik in het land gebracht worden,

ARTIKEL 16.

De behandeling op voet van gelijkheid met een derde staat zal niet kunnen toegepast worden :

1^o Op de voorrechten die door eene der Verdragsluitende Partijen verleend werden of later zouden kunnen verleend worden betreffende het grensverkeer met de aangrenzende landen in eene strook die zich aan beide zijden der grens uitstrekt en over het algemeen 15 kilometer te boven gaat.

2^o Op de bijzondere voordeelen voortvloeiend uit een Tolverbond;

3^o Op de bestaande of in de toekomst in te stellen voordeelen en voorrechten in zake toltarieven en over het algemeen in elke andere commercieele zaak, tussehen Turkije en de in 1923 van het ottomaansche rijk gescheiden staten.

ARTIKEL 17.

Deze overeenkomst zal bekrachtigd worden en de bekrachtigingen ervan zullen te Brussel zoodra mogelijk uitgewisseld worden

Zij zal eene maand na den datum van de uitwisseling der bekrachtigingen in werking treden en een duur van twee jaar hebben. Te rekenen van dezen datum zal zij van kracht blijven zoolang zij niet door eene der Verdragsluitende Partijen opgezegd wordt en deze opzegging zal slechts na het verloopen van een termijn van zes maanden hare uitwerking hebben.

Ter oorkonde waarvan de Gevolmachtigden deze Overeenkomst onderteekend en met hunnen stempel bekleed hebben.

Gedaan te Angora, in dubbel exemplaar, den 28^e Augustus 1927.

(Get.) J. DE VILLENFAGNE.

(Get.) Ali DJENANY BEY.

(Get.) Ali CHEVKI BEY.

Lijst A.

N ^o van het tarief.	Aanwijzing der koopwaren.	Invoerrechten per 100 kilogr.	Coëfficiënten.
51.	Granen, zelfs gebrande :		
	a) Haver	3	2
74.	Amandelen :		
	b) gedroogde	»	»
	1) met dop	35	2
	2) zonder dop.	50	2
80.	Vijgen :		
	b) gedroogde	9	2
83.	Hazelnoten :		
	a) in doppen, al dan niet voorzien van hun kruidachtig omhulsel .	7	3
	b) zonder doppen.	14	3
98.	Druiven :		
	b) gedroogde, kwaliteiten « Sultanié » en « Razaki »	»	»
	1) in trossen	25	4
	2) andere	25	4
277.	Onbewerkte tabak :		
	a) niet gestripte	320	»
523.	Voettaapijten :		
	a) met geknoopte of gewikkelde steken, van allen oorsprong, met inbegrip der namaaksels, vertoonende per loopenden me- ter in de richting van den ketting :		
	1. 150 reeksen steken en minder .	3	8
	2. 151 tot 200 reeksen	5	8
	3. 201 tot 250 »	7	8
	4. 251 tot 300 »	10	8
	5. 301 tot 350 »	15	8
	6. 351 tot 400 »	20	8
	7. boven de 400 reeksen	25	8

Lijst B.

Nummer van het tarief.	Aanduiding der waren.	Maatstaf per 100 kilogr.	Coëfficiënten.
270.	Katoenweefsels :		
	a) ongebleekte :		
	1) Cabots cloths, wastecloths, grey twill, grey drills, shirtings, grey ambries, grey longcloths, en andere dergelijke ongebleekte weefsels, flanelettes inbegrepen .	400	5

	b) gevefde of bedrukte :		
	5) Weefsels elders niet genoemd, gevefde of bedrukte, gebloemde, geglansde, gedamaste of gewerkte, cretonnes, rips, geribde weefsels, gebloemde, soortgelijke dekens en weefsels vervaardigd met gevefde of bedrukte garens ; bedrukte flanelettes inbegrepen	560	5
296.	Weefsels van vlas, gedamaste of bedrukte van alle soorten, zooals tafellakens, handdoeken, gemaakte servetten, linten en geweefde boordsels en niet gesneden zakdoeken, beddekens, tafeldekens	1,000	5
323.	Weefsels en stoffen elders niet genaamd, gevolve of niet-gevolle, voor heeren- en damenkleding, voor stoffeering of andere doeleinden, van wol of met andere textielstoffen vermengd, doch niet met zijde :		
	a) van loutere wol :		
	1) wegende minder dan 200 gram per vierkanten meter	1,600	5
	2) wegende van 200 tot 600 gram per vierkanten meter	1,400	5
	3) wegende meer dan 600 gram per vierkanten meter.	1,300	5
	b) ketting van katoen :		
	1) wegende minder dan 200 gram per vierkanten meter	1,100	5
	2) wegende van 200 tot 600 gram per vierkanten meter	900	5
	3) wegende meer dan 600 gram per vierkanten meter.	600	5
	4) aba en chayak, ruwe en chayaks, geweefd van gewone geitenharen (zuivere of vermengd met katoen).	1,000	5
406.	Vensterglas en gewone platen, enkel of gestreept :		
	a) wit en half wit	35	5
	b) gekleurd of gegolfd.	80	5
	c) geëmailleerd of gegraveerd, de omlijste inbegrepen.	660	5
416.	Spiegelglas niet verzilverd en glas voor uitstalramen van winkels (de geëmailleerde en gegraveerde niet inbegrepen)	60	5
424.	IJzer en met staal samengesmolten		

	ijzer in staven, hoepelijzer, vierkante platen, hoekige of ovale en T. I. U. L. en Z. stukken . . .	9	5
130.	Spoorstaven en ijzeren dwarsliggers voor spoorwegen en tramways. .	9	5
431.	Assen, veeren, wielen, banden en naven, ijzeren banden, cylinders, jachtwielen en ruw gevormde toestellen van ijzer en staal voor spoorwegen, booten en bruggen, elders niet genaamd.	40	5
453.	Jachtgeweren en hunne onderdeelen.	1,800	5
454.	Ledige jachtkardoezen.	390	5
475.	Staven, platen, buizen.	60	5

Protocol van onderteekening.

Bij het overgaan tot de onderteekening van dit Verdrag, zijn de Verdragsluitende Partijen overeengekomen over de volgende beschikkingen :

Ad. ARTIKEL 1.

Iedere Partij zal het recht hebben hare vrijheid te hernemen voor eene of meer rubrieken van de Lijsten *A* en *B*, mits drie maand op voorhand te verwittigen. Ingeval er van dit recht mocht worden gebruik gemaakt, zou het regime van het product of van de producten waarvan het recht opgezegd werd, datgene zijn dat voortvloeit uit de behandeling der meestbegunstigde natie, met dien verstande dat, indien eene der Verdragsluitende Partijen, om de eene of de andere reden, de rechten der rubrieken voor dewelke zij hare tarifaire vrijheid herwonnen heeft, verhoogde, de andere Partij het recht zou hebben de rechten van een zelfde aantal rubrieken in dezelfde verhouding te verhoogen.

De coëfficiënten voorkomend op de Lijsten *A* en *B*, en die respectievelijk op de basissen van 175 Belgische franken en van 745 piasters voor een Pond Sterling vastgesteld werden, zullen in evenredigheid met de schommelingen van den wissel aangepast worden, indien de gemiddelde koers van eene dezer deviezen gedurende de vorige maand een verschil aanwijst van ten minste 30 t. h. met bovenvermelde basissen. De aldus aangepaste coëfficiënten zullen van kracht blijven gedurende het volgende trimester; bij het verstrijken van het trimester, zullen de coëfficiënten, indien noodig, volgens den gemiddelden stand van den wissel der laatste maand aangepast worden.

In geval van revalorisatie van het Turksche Pond, zal evenwel het coëfficiënt vijf slechts verminderd moeten worden te rekenen van het oogenblik dat het Pond Sterling minder waard zal zijn dan vijf Turksche Ponden papier.

Het is verstaan dat de beschikkingen der beide voorafgaande alinea's geen inbreuk mogen maken op het beginsel der behandeling van meestbegunstiging voorzien door artikel 1 dezer Overeenkomst.

Ad. ARTIKEL 4.

Het is verstaan dat Turkije zal kunnen voortgaan van de Belgische en Luxemburgsche onderhoorigen, in dezelfde voorwaarden als van zijne eigen onderhoo-

rigen, voor de producten opgesomd in de bij dit Protocol gevoegde tabel, de verbruiksrechten te innen die in gezegde tabel aangeduid zijn.

Ad. Lijst A.

Onder de benaming « Sultanié » druif moet men de uit de Levant of uit Klein-Azië herkomstige droge druif verstaan, met bruine, bijna gele kleur, zonder pitten.

Onder de benaming « Razaki » druif moet men de uit de streek van Smyrna herkomstige druif verstaan, een langen vorm hebbend, met geelachtige kleur, taai vel, zijnde een zeer vleezige vrucht met pitten.

Dit Protocol maakt een onafscheidbaar deel dezer Overeenkomst uit en zal terzelfder tijd als deze laatste in werking treden.

VERBRUIKSRECHTEN.

Thee	40	piaster per kilo.
Koffie.	20	—
Petroleum	6	—
Rijst	10	—
Margarine, oleomargarine en andere dierlijke vetten	80	—
Stearine kaarsen	30	—
Gewone zeep	5	—
Nieuwe en gebruikte zakken .	5	—
Specerijen	30	—
Zwavelstokjes	12	piaster per doos van 60 zwavelstokjes.
Waslucifers	1	piaster per doos van 60 lucifers.
Sigarettenpapier	1	piaster per 50 blaadjes.
Vuurslagen	25	piaster per vuurslag.
Suiker	15	piaster per kilo.
Koekjes, chocolade, verdichte melk, suikergoed en druiven- suiker, alcoholvrije dranken, spuitwaters en limonades, alle andere gesuikerde producten.	aan het verbruiksrecht onderworpen volgens het percentage suiker dat zij bevatten.	
Tombak	40	piaster per kilo.

